

Claude Jorda

Conseil de canton du 24 mai 2018

Mesdames, Messieurs, cher-es ami-es,

Nous voici arrivés à mi-mandat, 3 ans déjà que vous avez décidé de me reconduire : conseiller départemental.

Alors chacun sa manière de faire un bilan. Il y a ceux qui font de grandes messes avec de grandes dépenses en communication, en ce qui me concerne et en ce qui concerne les élus du groupe communistes et partenaires au département nous avons choisi de poursuivre le travail engagé avec vous au travers des conseils de canton !

Etre élu dans l'opposition n'est pas toujours facile, il est nécessaire de rappeler que c'est vous que je représente et que vous méritez autant que les autres citoyens. Mais ne vous inquiétez pas, je sais me faire entendre et porter votre voix ! Et cela grâce à vous et votre engagement !

Ne rien lâcher, voilà le sens de mon engagement quotidien et celui des élu-es de mon groupe.

C'est pourquoi nous défendons, accompagnons les associations dans leurs demandes de subventions soit : 10.383.408 d'euros de subventions réparties : 146 804 Vie locale et Associative, 21500 pour la culture, 262 860 Sport et Jeunesse, 141 800 Santé et Handicap, 235 175 Environnement, 535 043 Collèges et Education, 640 086 Insertion emploi. Et 8 400 140 d'aides aux communes pour des travaux de proximité ou aides à l'enfance, au CCAS aux Séniors

C'est aussi le sens de nos interventions pour que vivent les services publics : l'hôpital, la poste, la CAF...

C'est aussi pour cela que nous tenons à être auprès des salariés en lutte et trouver avec eux comment leur être le plus utiles possible : en intervenant, en alertant ... comme par exemple pour la centrale ou Altéo.

Nous ne manquons pas d'intervenir dans le débat national, qui a des répercussions sur notre vie de tous les jours.

Les désengagements de l'Etat au détriment des collectivités c'est moins de moyens pour la solidarité ! Puisque la compétence principale du Département, c'est celle-ci. C'est donc moins pour l'enfance, pour les séniors pour les personnes en situation de handicap, pour celles en recherche d'emploi ...

Ici à Gardanne, c'est moins de moyens pour la MDS, et une situation de plus en plus tendue pour les personnels et les usagers qui, au final, n'ont pas le service à la hauteur de leur besoins.

Aujourd'hui le débat, porte sur la fusion ou pas du Département avec la Métropole. Alors on voudrait, sous prétexte de « rationalisation », confier à cette structure la gestion de nos collègues, des sapeurs-pompier, le handicap, les personnes âgées, l'aide aux communes ou la gestion du R.S.A. et de l'insertion ?

En fait de rationalisation et d'économies nous irions vers un chaos institutionnel dont les habitants, particulièrement les plus fragiles, seraient les premières victimes.

De son côté, la Présidente du Conseil départemental prépare cette fusion en se déclarant candidate à la présidence de la métropole pendant que sa majorité fait exploser l'endettement du Conseil départemental qui va passer de 450 millions d'euros lors de leur arrivée à 1 milliard 200 millions d'euros en 2019 !

Alors qu'il faudrait revitaliser la démocratie en partant des communes, petit à petit on éloigne les citoyen-nes des centres de décision en créant des métropoles, on dénie aux syndicats les moyens d'intervenir, on développe une stratégie de la culpabilisation des plus modestes, on fait de la politique un spectacle.

Ouvrir le champ de la démocratie, c'est le choix que nous avons fait.

C'est le sens du travail engagé avec les conseils de cantons, avec le conseil de canton associatif animé par Philippe Petit et les réunions thématiques que nous avons tenues, dans notre canton mais aussi dans le département.

D'ailleurs ce soir, nous avons souhaité poursuivre le débat engagé sur l'avenir industriel et énergétique. Depuis la première table ronde que j'avais organisée sur Gardanne de nombreuses réunions, sous la responsabilité de la préfecture, des comités de suivi de site d'ALTEO, du comité de surveillance du projet biomasse ont eu lieu avec la participation des industriels, des syndicats des salariés, des riverains, des services de l'état, des élus. Ces réunions ont permis de mettre à plat de nombreuses questions et de contraindre les entreprises à plus de transparence quant à leur activité, à rendre des comptes sur leur volonté d'allier production industrielle et respect de l'environnement. C'est fortement attaché à ces deux principes et à celui de l'emploi que j'y participe. Mais ces questions seront abordées dans la deuxième partie de notre rencontre.

Ouvrir le champ de la démocratie c'est aussi veiller à ce que la population et les élu-es du territoire soient informé-es des choix de la Présidence du département. C'est pourquoi ici comme au Département nous avons alerté sur les options choisies en matière de « bel âge ». Décider, sans concerter, voilà la méthode Vassal... en effet, c'est en lisant les rapports que nous avons appris l'acquisition de locaux par le Département pour faire ici à Gardanne une maison du Bel âge. Ce qu'elle sera, ce qui s'y fera, nul ne le sait encore...

c'est très étonnant comme méthode. Mais je ne compte pas lâcher et je continue à demander que ce lieu soit construit avec les premiers intéressés : les Gardannais et leurs élu-es !

Ouvrir le champ de la démocratie c'est construire avec vous les lois de demain. Car une bonne loi, un bon projet est celle ou celui qui parle et qui répond à ce qui se vit ; qui s'ancre dans la réalité et qui se met en partage pour faire entendre la voix de celles et ceux qui sont en demande de reconnaissance et d'équité. C'est pourquoi de la même manière que je suis favorable à la mise en réseau des acteurs, des élu-es, sur les territoires : en partant du local, de la commune, du quartier, je crois essentiel de pouvoir le faire au niveau national.

C'est le sens du travail que nous avons engagé sur le handicap avec Pierre Dharreville, député des Bouches du Rhône.

Dans un premier temps en multipliant les échanges avec les acteurs du mouvement associatif, puis en mettant en place un collectif de travail et de réflexion avec ceux qui le souhaitent, puis en prenant des initiatives.

Comme notre première rencontre autour des personnes handicapées vieillissantes et des réponses pour un parcours choisi.

Alors il reste encore beaucoup à faire, et nous avons besoin de vous et de vos interventions pour cela. Par exemple nous avons décidé de mettre en place des lanceurs d'alertes afin de pouvoir mettre en réseau et intervenir dès que possible. Nous n'y sommes pas encore (rappel du site).

Pour terminer mon propos et avant de vous céder la parole sur ce bilan de mi-mandat, permettez-moi en tant qu'élu de réaffirmer mon attachement au Service Public de proximité rendu par les collectivités territoriales, les communes et le département, mais plus largement au service public de la santé, la communication, l'éducation, le transport... Je soutiens pleinement les différentes actions et luttes, notamment celles des cheminots qui remettent au cœur du débat l'intérêt général, la solidarité nationale face à la casse perpétrée par le gouvernement actuel au service des plus riches.

Seul le prononcé fait foi.